

Conseil national du 14 janvier 2017

Rapport introductif – Isabelle de Almeida

Cher-e-s camarades,

Permettez-moi, avant d'entrer dans le vif du sujet, de vous souhaiter mes meilleurs vœux pour 2017. Des vœux à chacune et chacun pour réaliser vos projets personnels, des vœux de bonheur et de santé aussi, des vœux pour nous souhaiter collectivement beaucoup d'énergie militante, de créativité et de travail collectif, de fraternité aussi, pour relever les défis de cette année 2017 !

Nous en avons besoin. La gauche, le pays, notre parti ont besoin de l'engagement de toute la direction nationale pour les combats à mener, et ils ne sont pas minces, besoin de l'effort de chacune et chacun pour mobiliser l'ensemble de notre collectif militant dans la campagne à déployer.

Je voudrais aussi aujourd'hui rendre hommage à deux de nos camarades qui viennent de nous quitter :

- Jean-Louis Mons qui a été de longues années un élu et un dirigeant communiste de premier plan en Seine-Saint-Denis, comme conseiller général et maire de Noisy-le-Sec, président du Conseil général de la Seine-Saint-Denis ;
- et Roger Ouvrard, conseiller général du Val-d'Oise, maire d'Argenteuil de 1995 à 2001.

Leurs engagements, leurs réalisations dans divers domaines marquent encore la vie des habitants de ces villes et de ces départements. Au nom du Conseil national, je veux présenter à leur famille, à leurs proches, nos fraternelles condoléances.

J'en viens à nos travaux d'aujourd'hui.

Dans le prolongement du Conseil national du 1^{er} décembre qui, suite au vote des adhérents, avait donné nos orientations politiques, nos axes de campagne, il s'agit de mieux préciser notre campagne pour la présidentielle et les législatives, les initiatives, leur cohérence politique et de valider nos candidatures aux législatives.

Il y a ce que nous pouvons déjà anticiper, mais il faudra certainement faire des ajustements au vu de l'évolution de la situation et des réalités.

Depuis le 1^{er} décembre, le collectif électoral s'est réuni tous les lundis matin et le CEN a validé un plan de campagne général. Il va poursuivre son travail de mise en œuvre.

Il fait aussi un travail de suivi et d'échanges avec les fédérations sur la question des élections législatives, des initiatives à prendre, des constructions de rassemblement les plus larges pour permettre la mobilisation, la construction et l'action et, plus particulièrement, pour aider dans cette période à la désignation des candidatures.

Cette question doit être au cœur de nos débats d'aujourd'hui, nous devons certainement lever des interrogations sur la question de comment allier autonomie et rassemblement, pointer les

possibles constructions rassembleuses et les priorités de notre intervention et de notre campagne et, cet après-midi, nous allons vous soumettre à validation une première liste de candidatures.

Je me permets tout d'abord de resituer les enjeux de 2017 : *« Nous sommes engagés dans une nouvelle période politique globale, où élection présidentielle, élections législatives et élections sénatoriales vont redessiner tous les rapports de forces et où notre tâche dans la durée est celle de la reconstruction d'un mouvement populaire et d'une gauche de progrès dans ce pays, ce que nous avons nommé un nouveau front populaire et citoyen. »*

Nous avons identifié le centre de gravité de la campagne : il s'agit d'une grande confrontation sur l'avenir de la France avec, d'un côté, les dangereux projets de société de la droite et de l'extrême-droite qu'il faut combattre et, de l'autre, la nécessité de promouvoir face à eux, à l'opposé du désastreux bilan social-libéral de Hollande, Valls et Macron, un projet de justice, de solidarité, d'égalité et de refondation démocratique.

Notre boussole, c'est la résolution que plus de 90 % des adhérents ont adoptée et le choix des communistes que nous avons à décliner dans nos actes, avec une campagne pour faire voter Jean-Luc Mélenchon et pour les candidat-e-s que nous soutenons.

La campagne des communistes a cinq objectifs :

1. faire grandir des majorités d'idées dans le pays autour de propositions de gauche ;
2. favoriser l'émergence d'un mouvement populaire ;
3. rassembler les hommes et les femmes de gauche, des milieux populaires, du monde du travail autour des candidatures que nous soutenons ;
4. faire élire le plus grand nombre possible de député-e-s pour une majorité de progrès dont des député-e-s communistes ;
5. renforcer le Parti communiste.

Notre campagne doit être à la fois une campagne de dénonciation et de propositions, une campagne à la fois de débat, de mobilisation et d'actions à caractère national avec des déclinaisons locales.

Le CN du 1^{er} décembre se situait juste après la séquence de la primaire de la droite qui a désigné Fillon, et juste avant le renoncement de Hollande à concourir à la primaire. Crise de régime certainement, en tout cas pour la première fois, un président sortant, en capacité de se représenter et qui souhaitait y aller est empêché. C'est la marque de l'échec du quinquennat dans toutes ses dimensions : désaveu populaire, division de la gauche, du camp socialiste et de la majorité gouvernementale et échecs dans les politiques menées.

Alors que la primaire était taillée pour François Hollande, elle va se dérouler sans lui avec la participation de 5 de ses anciens ministres, sans compter l'entrée en campagne, hors primaire de Macron, lui aussi ancien ministre. C'est assez inédit je pense ; cela révèle une situation de crise politique et un besoin de renouveau dans notre démocratie et nos institutions.

Ce qui caractérise cette campagne 2017, outre l'exacerbation du présidentielisme, c'est d'une part l'élimination des sortants et, d'autre part, des prétendants qui cherchent, pour gagner, à se

démarquer des quinquennats successifs, tentant d'incarner des ruptures, de surfer sur le renouvellement et l'anti-système, voire le rejet des partis.

Dans un climat de confusion politique et de défiance par rapport aux politiques, il nous faut dans cette campagne démasquer les impostures et les impasses.

Nous entrons donc dans une nouvelle phase de la campagne, avec la primaire socialiste qui va occuper l'espace médiatique jusqu'à la fin du mois.

Quelle en sera la participation ? Difficile de la prédire d'ici les 22 et 29 janvier ; il est difficile aussi d'en prévoir l'issue. Quelles seront les stratégies d'alliances entre les deux tours et les positionnements des uns et des autres, suivant qui en sortira vainqueur ? L'histoire ne sera pas finie à l'issue de la primaire.

Pour autant, dans les discours c'est une volonté de se démarquer plus ou moins du quinquennat ; je passe sur les postures de Valls pour faire croire qu'il aurait changé et autres balivernes que personne ne croit. Oui, il y a des différences dans les projets des candidats, Montebourg et Hamon se positionnant pour des projets de rupture avec les politiques libérales et avec celle du quinquennat, alors que Peillon et Valls sont plus dans la continuité ou des aménagements. Je ne vais pas ici vous en dresser le tableau comparatif.

Nous devons être attentifs à cette séquence, ne pas y être indifférents, car nombre d'électeurs de gauche cherchent une solution à gauche pour échapper au scénario Fillon/Marine Le Pen.

Les votes donneront des indications politiques : volonté ou non de battre le représentant du quinquennat et le résultat final n'aura pas la même incidence sur l'évolution de la campagne, les choix des électeurs de gauche, à la présidentielle et aux législatives, les possibles rassemblements et la reconstruction de la gauche. Il faudra nous exprimer à l'issue de cette période .

Oui, rien n'est complètement figé, la période est celle des possibles ; à nous d'agir !

C'est pourquoi, dans ce mois de janvier, notre présence, notre capacité de rencontres et d'échanges sur tout le territoire est importante et décisive.

Après la diffusion d'un premier tract, une adresse pour préciser notre ambition pour le pays, battre la droite et le FN et ouvrir la voie d'une nouvelle majorité populaire à gauche et nos choix ; appel à voter Jean-Luc Mélenchon et pour des candidatures de large rassemblement soutenues par le PCF dans toutes les circonscriptions et présentation des 7 axes de campagne ; nous devons, durant ce mois de janvier, porter à la connaissance, rendre publique, notre contribution pour un pacte de majorité pour l'humain d'abord : *la France en commun*.

C'est notre contribution pour l'élection présidentielle. En ce sens, elle participe de la campagne pour appeler à voter Jean-Luc Mélenchon, ce sont nos propositions pour un programme de gouvernement. Lors de ses vœux, Pierre en a présenté les grandes lignes.

Vous le savez, nous avons inscrit dans notre calendrier le week-end des 21 et 22 janvier pour mettre à disposition cette brochure en tenant des points de rencontre publics, des conférences de presse, etc.

Créons partout des événements, y compris avec les réseaux sociaux pour la populariser, accompagnés de la diffusion du 2^e tract de campagne, *Le pouvoir de l'espoir*, montrant qu'il existe

une majorité dans le pays pour le progrès social, écologique et démocratique, une majorité que nous voulons, devons rassembler pour gagner.

Alors que les médias se focalisent sur la primaire du PS, les autres candidats déclarés déploient leur campagne.

Du côté de la droite, Fillon, après avoir soulevé une vague de protestations, voire de mobilisation dans le pays, contre ses propositions pour supprimer certains remboursements de soins par la Sécurité sociale, de suppression de 500 000 fonctionnaires, a été contraint de faire un rétropédalage, même si nous ne sommes pas dupes sur ses intentions, et de recentrer sa campagne sur le terrain du tout sécuritaire et contre l'immigration, par crainte que le débat politique de la campagne ne se focalise sur la question sociale qui, on le sait, est la première préoccupation de nos concitoyens.

Ne laissons pas filer, si je puis dire, le débat sur la protection sociale, sur les besoins de sécurisation des parcours de vie et, plus largement, la question du progrès social. Au contraire, nous avons décidé d'en faire l'un de nos 7 axes et nous allons tenir notre premier débat national sur ce thème le 7 février, à Port-de-Bouc.

Nous savons que cette question peut avoir de l'écho, à l'heure où la ministre de la Santé n'a comme solution que de repousser des opérations pour accueillir les malades de la grippe niant les tensions dans les services hospitaliers, ne remettant pas en cause sa politique de casse de l'hôpital et du système de santé, laissant grandir la crise sanitaire. A ce sujet, le débat au Sénat sur la situation de l'hôpital public, à l'initiative de notre groupe au Sénat, est arrivé si je puis dire au bon moment dans cette actualité difficile pour les patients et les personnels. Je vous invite à en prendre connaissance.

La bataille exemplaire et difficile du personnel de la clinique de l'Ormeau, à Tarbes, contre un géant de la santé privée à but lucratif, soulève aussi la question de la privatisation de la santé et de l'hôpital. Et je tiens à saluer le courage, la ténacité des salarié-e-s, pour beaucoup des femmes et aussi saluer l'élan de solidarité qui s'est exprimé pour gagner leur combat.

Quant à la candidate du FN, elle accélère son entrée en campagne, bien qu'elle ait prévu de dévoiler son projet le 4 février. Nous connaissons sa cible électorale et sa stratégie : un discours de défense, de protection des personnes modestes, ceux qui craignent le déclassement, la « France des oubliés », pour rivaliser avec Fillon et déjà, elle annonce les mesures à prendre envers les soit-disant ennemis de ceux qu'elle veut protéger : les personnes immigrées, de nationalité étrangère et aussi les personnes en situation de pauvreté... bien évidemment, en préservant les grandes fortunes et le grand patronat.

Un exemple récent : cette semaine, au conseil d'administration du Stif, l'élue FN s'est opposée à l'augmentation de la contribution transport des entreprises. Marine Le Pen va bien sûr surfer sur le Brexit et l'élection de Trump qui est maintenant son modèle.

Je ne détaille pas car, vous le savez, nous allons éditer une brochure qui traitera des impostures du FN et des dangers du programme de la droite. Et nous la rendrons publique, justement au moment où Marine Le Pen dévoilera son programme.

Ce sera un acte politique fort, montrant notre détermination à battre la droite et l'extrême droite ; ce sera aussi un outil pour les militants communistes et, au delà, tous ceux et celles qui à gauche veulent participer à ce combat.

Des impostures, il y en a à dévoiler dans cette campagne comme celles d'Emmanuel Macron qui n'hésite pas à usurper, dévoyer les termes de « progressiste » ou de « révolution ».

Certes, sa campagne est en dynamique et fort médiatisée, surfant sur le renouvellement, cultivant dans ce moment de confusion, de déception, le anti-parti et le ni droite ni gauche... promettant d'un côté le remboursement à 100 % des soins optiques, dentaires, tout en supprimant les cotisations sociales patronales pour tout salaire en-dessous du Smic.

Face à ce paysage politique, Jean-Luc Mélenchon, notre candidat, mène une campagne en dynamique avec des salles remplies comme au Mans, cette semaine, avant à Tourcoing, avec des ventes importantes du programme *L'avenir en commun* et une campagne offensive et réussie sur les réseaux sociaux (vidéos, mise en mouvement des militants...).

Les axes et les thématiques de campagne qu'il déploie sont des marqueurs de gauche comme le travail, la dignité des ouvriers et employés, les salaires, la Sécurité sociale, la taxation des plus riches. Sa candidature s'inscrit dans la bataille gauche-droite notamment après la victoire de Fillon.

Nous l'avons dit, beaucoup de propositions de Jean-Luc Mélenchon rejoignent les nôtres ; s'il y a des différences, l'essentiel pour nous est de déployer nos propositions, celle de la *France en commun*, pour mettre dans le débat les solutions alternatives aux politiques d'austérité, propositions de solidarité, de paix... et pour élargir le rassemblement.

Je sais que des interrogations demeurent sur comment manier l'appel à voter Jean-Luc Mélenchon et mener notre campagne. Il ne s'agit pas de faire une campagne en repli sur nous mêmes, ce n'est pas cela que nous définissons comme autonomie. Au contraire, nous voulons mener une campagne qui permette d'élargir le rassemblement à gauche, une campagne qui ajoute et fasse dynamique.

Notre programme et les initiatives que nous prenons et allons prendre, vont pouvoir participer, je l'espère, à lever ces doutes et questionnements. Je crois aussi que le déploiement de notre force militante, de nos pratiques de rassemblement, les batailles politiques et les constructions populaires dans les circonscriptions, les localités, de part notre implantation territoriale et avec les candidat-e-s que nous soutenons aux législatives, vont pouvoir rendre visible et incontournable notre apport. En quelque sorte, comme le disait une camarade, c'est apporter notre plus-value. Et dans le même temps, la dynamique de la campagne de Jean-Luc Mélenchon peut nous aider et aider nos candidats à être identifiés comme utiles dans ce combat, rassembleurs et porteurs de solutions alternatives et concrètes.

C'est en cela que s'il y a deux élections, il n'y a qu'une campagne.

Car si les législatives ne peuvent être uniquement subordonnées aux résultats de la présidentielle, de par les mécanismes institutionnels, elles ne peuvent pas totalement les ignorer, en particulier, sur l'objectif d'une nouvelle majorité parlementaire.

Aussi, il ne peut y avoir le temps de la campagne présidentielle et ensuite, pendant cinq semaines, celui de la campagne des législatives. D'autant plus que notre objectif est d'élire le plus grand nombre de député-e-s et que notre ambition est de contrer les dérives présidentielistes en remplaçant le rôle du Parlement comme élément central de la souveraineté populaire.

C'est pourquoi, la désignation et l'entrée en campagne de nos candidat-e-s doivent retenir toute notre attention et nous devons y consacrer toute notre énergie collective dans les jours à venir.

Je sais que dans toutes les fédérations ce travail est engagé et je veux saluer les efforts que les secrétaires départementaux, de section y consacrent.

Et je sais que nous rencontrons certaines interrogations et hésitations, des doutes chez les camarades, sympathisants qui, je pense, pour une grande part sont dus à la situation politique difficile pour la gauche et pour nous. Les obstacles pour aboutir à rassembler les forces de gauche pour l'élection présidentielle et aussi pour les législatives pèsent chez les militants.

Pierre le disait dans ses vœux lundi soir et l'a redit cette semaine, le PCF cherchera toujours les voies du rassemblement pour construire à gauche.

Et je sais que l'ensemble des fédérations travaillent à cela, à construire des candidatures de rassemblement avec des hommes et des femmes issus du mouvement social, associatif, des militants et aussi avec d'autres forces de gauche présentes dans leurs localités.

Notre ambition, comme parti national, est d'être présent et de nous déployer sur l'ensemble du pays, c'est d'ailleurs l'un de nos objectifs de congrès. C'est donc aussi notre présence dans les élections qui donne ce caractère national à notre parti.

A ce jour, alors que plusieurs forces politiques de gauche, y compris le PS, ne sont pas en capacité ou sont en difficulté pour diverses raisons pour présenter des candidatures, ou que nous ne savons pas comment les choses évolueront après le 1^{er} tour de la présidentielle, par exemple du côté des candidats de la France insoumise, nos candidat-e-s sont la garantie que les électeurs de gauche auront un choix possible pour les législatives ; notre parti peut être ce repère, ce point d'appui pour l'avenir de la gauche.

Nous avons, comme décidé, proposé des rencontres avec les forces de gauche EELV, et Ensemble, le Parti de gauche et la France insoumise pour échanger sur la situation électorale, la campagne et les législatives.

Nous avons eu une première rencontre avec EELV, début décembre, qui nous a précisé son choix de présenter des candidats de leur parti en autonomie, comme pour la présidentielle.

A ce jour, ils ont désigné la moitié des candidat-e-s et les autres seraient réservés à la société civile. Je pense que dans vos départements vous en avez connaissance. Ils sont cependant ouverts à la discussion sur les circonscriptions où il y a des possibles conquêtes ou réélections. Une prochaine rencontre se tiendra la semaine prochaine.

Avec Ensemble !, une première rencontre a donné lieu à une déclaration conjointe sur notre volonté de travailler à des constructions communes.

Un groupe de travail s'est mis en place entre les secteurs élections pour examiner les circonscriptions, en lien étroit avec les fédérations (hors les circonscriptions où il y a un sortant issu de nos formations ou en reconquête sur 2012).

Avec le Parti de gauche : le PG, à ce jour, semble ne pas s'engager pour ouvrir des discussions sur les législatives.

Avec la France insoumise et Jean-Luc Mélenchon : dans un échange avec Jean-Luc Mélenchon avant les congés, celui-ci a indiqué qu'il nous fallait prendre rendez-vous avec la FI ; sa campagne est principalement axée sur la présidentielle avec un caractère très personnalisé, renvoyant la question des législatives pour la suite.

Avec la FI, un rendez-vous est programmé pour le 23 janvier. Mais ce que nous constatons, avec le retours de l'ensemble des secrétaires départementaux, c'est la volonté de FI d'avoir des candidat-e-s partout, y compris face à des sortants PCF-FdG.

Cela se traduit par une absence de réponse aux demandes de rencontres ou par l'injonction de signer la charte pour envisager des constructions.

Après le 30 novembre, une centaine de désignations ont été validées par leur collectif électoral national, suite aux propositions des comités locaux.

Cette attitude n'est pas responsable car, nous le savons, elle fait courir le risque d'une élimination dès le 1^{er} tour du/de la candidat-e présenté par le PCF pouvant garder ou regagner la circonscription.

Comme le disait Pierre, nous en appelons chacun à ses responsabilités pour que demain dans l'hémicycle, un groupe composé de député-e-s de gauche alternative à l'austérité puisse faire barrage et s'opposer aux mauvais coups.

Et je ne pense pas que les travailleurs, les femmes, les jeunes, les personnes en situation de précarité pourront compter sur un groupe de députés du FN pour les défendre et porter leurs exigences populaires.

Il n'y a qu'à parcourir le bilan de mandat du groupe Front de gauche, que nous mettons à disposition, pour se rendre compte du travail accompli, non pas en vase clos, mais avec les syndicats, le monde associatif, avec les élus locaux,... en lien avec les luttes dans le pays.

Car sans groupe, et c'est valable aussi au Sénat, pas de présentation de proposition de loi et de mobilisation comme nous venons de le faire le 11 janvier dernier pour l'abrogation de la loi travail, pas de commission d'enquête sur l'évasion fiscale, pour ne citer que deux exemples parmi tant d'autres.

L'enjeu d'avoir le maximum de parlementaires communistes, Front de Gauche et d'autres sensibilités de gauche, FI, des écologistes, des socialistes, des personnalités... ayant 3 points communs : le refus de l'austérité, la volonté d'ouvrir des voies nouvelles pour dépassement du libéralisme, de travailler ensemble, c'est vital et décisif pour l'avenir de la gauche.

Il y a 2 écueils. Un nombre trop faible de député-e-s issus de la transformation sociale empêcherait la constitution d'un groupe et créerait les conditions d'une hégémonie d'autres groupes comme opposants à l'Assemblée nationale.

Qu'il s'agisse de notre parti, des composantes du Front de gauche, de la France insoumise et d'autres forces, il ne nous faut pas d'actes de division sur les circonscriptions des député-e-s sortant-e-s respectifs ou en position de reconquête. Nous savons que la tâche va être rude pour y aboutir.

Il est difficile d'entrevoir une majorité parlementaire contraire au Président.

On peut dire à ce jour qu'il y a 3 formations qui sont assurées d'avoir un groupe politique :

- un groupe LR + Centre ou deux groupes minimum, l'un LR, l'autre centre ,
- le Parti socialiste ;
- le FN.

Il y a nécessité d'être dans un esprit de reconquête dans les circonscriptions perdues en 2012 et de conquête ou de progression significative, car cela peut être d'un apport essentiel pour d'autres conquêtes.

Comme le prévoient nos statuts et notre ordre du jour, le Conseil national doit aujourd'hui ratifier une première liste de candidates et de candidats aux élections législatives.

Nous travaillons, dans le plus grand nombre de circonscriptions, à mettre à disposition du rassemblement des candidat-e-s présenté-e-s ou soutenu-e-s par la PCF.

Nous le faisons partout avec deux priorités : d'abord celle de rentrer en campagne le plus rapidement possible, tout en laissant grande ouverte la porte à des rassemblements les plus large possible, dans chacune des circonscriptions.

La seconde priorité, c'est celle de la diversité de nos candidatures. D'abord, l'exigence de parité. Pour nous, cette question n'est pas un supplément d'âme ou une formalité à remplir pour ne pas payer les amendes. C'est une exigence politique incontournable qui, non seulement est consubstantielle de notre projet communiste, mais qui est également un impératif d'une actualité brûlante au regard de la nouvelle offensive des forces réactionnaires qui tentent de remettre en cause le droit et la liberté des femmes à disposer de leur corps et à développer toujours plus les inégalités salariales, à justifier et légitimer les violences faites aux femmes, à maintenir et développer un système qui exerce sa domination sur la moitié de l'humanité.

Il est demandé à chaque fédération de travailler à la parité de ces candidatures titulaires afin de répondre à cette exigence politique. Cette parité doit également se retrouver dans chaque région en tenant compte des nombres de circonscriptions impairs par département.

C'est avec la même exigence que nous travaillons à constituer des binômes à l'image du monde du travail et de la société.

Nous serons probablement l'une des seules forces politiques à le faire et cette démonstration dans les actes gagnera bien plus en crédibilité politique que n'importe quel discours ou intention morale.

A ce jour, nous avons des informations sur 354 circonscriptions. Je tiens à vous signaler que cela représente 43 % de candidates, ce qui signifie que nous devons envisager des modifications pour parvenir à la validation de candidatures à parité. Des discussions sont engagées dans les fédérations pour aboutir.

Aujourd'hui, nous vous proposons de valider plus de 200 titulaires présentés par le PCF (rattachés au PCF pour être plus clair).

Des précisions seront données cet après-midi avant la validation.

Et nous allons dans certaines circonscriptions soutenir des candidatures issues d'autres formations.

Les fédérations continuent à travailler à désigner nos candidat-e-s. La liste que nous vous proposons de ratifier aujourd'hui sera donc rapidement complétée lors de notre prochain Conseil national, le 3 mars.

Je voudrais maintenant vous présenter notre campagne.

Nous voulons mener une campagne projet contre projet, de propositions. Dans les semaines à venir, organiser **dans chaque circonscription** une présentation de notre pacte de majorité *La France en commun* et, en lien avec les questions locales, donner des suites : ateliers législatifs, mobilisations, etc.

Nous allons, à partir de notre pacte pour une majorité, *la France en Commun*, **tenir 5 initiatives décentralisées** qui ont pour objectif de contribuer au débat sur ce que la gauche doit porter, liant présidentielle et législatives, avec un dialogue entre nos candidat-e-s aux législatives (dans des circonscriptions avec enjeu) et des personnalités du monde associatif, syndical, des intellectuels... et la participation de notre secrétaire national. A chacune de ces initiatives, un matériel sera mis à disposition pour irriguer l'ensemble du territoire.

1- La première de ces initiatives nationales prendra une forme différente. Elle se tiendra le samedi 28/01, avec la participation des candidat-e-s aux législatives et des prises de parole.

L'annonce que nous avons faite est : « *en finir avec la monarchie présidentielle, vive la démocratie citoyenne* ».

Elle doit, d'une part, exprimer notre volonté d'en finir avec le présidentielisme et, d'autre part, mettre dans le paysage médiatique et le débat les législatives, dire la République que nous voulons. Le matin, nous tiendrons avec les candidat-e-s, les secrétaires départementaux, une séance de 10h à 12h30, pour donner des outils utiles pour la campagne, et aussi le compte-rendu d'une enquête publique sur les attentes des français.

Il nous faut d'ici là favoriser la participation d'un maximum de candidat-e-s.

2- La deuxième, le 7 février, j'en ai parlé plus haut, sera sur le thème : le progrès social est une idée neuve, avec notamment la question de la protection sociale. Je n'y reviens pas, mais soyons attentifs aux sujets qui montent dans le débat, par exemple le revenu universel de base, la question de la lutte contre la pauvreté et contre les exclusions. Apportons aussi nos réponses en écoutant, en rencontrant tous les acteurs concernés : les syndicats, les organisations de la solidarité, etc.

La semaine dernière avec les grandes organisations de la solidarité, et hier au congrès de la Fédération des acteurs de la solidarité (ex. FNARS), nous avons eu des échanges intéressants sur l'analyse de la société et sur les propositions qu'elles veulent mettre dans le débat politique, sur le rôle qu'elles peuvent prendre à la construction de solutions.

Et les trois autres rencontres porteront sur l'industrie, la finance et l'Europe.

3- Une nouvelle industrialisation, en Isère. C'est une question encore peu abordée dans la campagne alors qu'elle devrait être au cœur du projet pour la France. Et, ces mois-ci, les sujets ne manquent pas : Alstom et l'industrie du ferroviaire, Airbus, les chantiers navals... et dernièrement,

Ecopla. Cette initiative se tiendra au moment même où la CGT annonce une grande initiative le 22 février sur cette question et des actions dans le pays le 21 mars.

4- Une initiative sur la finance, car c'est une question centrale qu'il faut faire monter dans cette campagne.

Pourtant, la question de l'évasion fiscale mobilise de plus en plus dans le pays tant elle est significative d'injustice et de prédation du système sur les richesses avec les actions des faucheurs de chaises qui sont criminalisés et la tournée de nos camarades Alain et Eric Bocquet qui remplissent des salles pour la présentation de leur livre qui rencontre un vrai succès.

A ce sujet, le 2 février, à l'Assemblée nationale, sera examinée une proposition de loi sur l'organisation d'une COP fiscale, à l'initiative de nos député-e-s.

Et puis, pour ne prendre qu'un exemple cette semaine de la stratégie de la rente, c'est l'annonce des 56 milliards de dividendes versés aux actionnaires et de rachat d'actions par les entreprises du CAC 40 en 2016, en augmentation sur 2015 et au niveau d'avant la crise de 2008, au détriment de l'investissement et de l'emploi et des salaires tout en empochant l'argent du CICE.

5- La dernière rencontre portera sur la France à l'offensive pour changer l'Europe et le monde.

Nous voulons y prendre notre part pour donner à voir notre projet européen et le rôle que la France peut jouer dans le règlement des conflits, pour la paix et le développement humain et durable.

Car, dans la période à venir, l'actualité européenne et internationale fera partie du débat de campagne.

Quelques exemples que je ne peux détailler ici (et je remercie Anne et Lydia pour les notes qu'elles m'ont fournies) :

- la stratégie de guerre contre le terrorisme qui se révèle de jours en jours comme une impasse, que ce soit aux Proche et Moyen-Orient, comme presque partout dans le monde, avec la série d'attentats qui se poursuivent ;
- la question de la politique d'accueil des réfugiés et des migrants de notre pays et de l'Europe ;
- les stratégies de la Russie, de la Turquie pour développer leur puissance et leur domination, celle aussi d'affaiblissement de l'ONU, sont lourdes de dangers ;

En cela, l'arrivée au pouvoir dans les prochains jours de Donald Trump aux Etats-Unis, ses annonces et la composition de son gouvernement augurent de l'entrée dans une période périlleuse au plan international.

Demain, se tient à Paris, une conférence internationale sur la paix au Proche-Orient pour défendre la solution de deux Etats. Le 23 décembre, la résolution de l'ONU adoptée condamnant la colonisation, est à prendre positivement et doit maintenant engager la France, son Président, à reconnaître l'Etat palestinien. Nous avons à prendre des initiatives dans ce sens.

L'actualité européenne est marquée par la crise politique, le Brexit et ses conséquences sont au cœur du débat et nous allons le mener.

Vous le savez, nous venons de tenir le Congrès du PGE. Une note vous parviendra, il y est affirmé la nécessité de faire émerger une voie progressiste à l'échelle européenne et la volonté de travailler à la construction d'un front commun des forces de progrès.

D'autres initiatives organisées par les secteurs du projet sont envisagées sous différentes formes : les enjeux du numérique, la culture, la lutte contre les violences faites aux femmes et l'égalité femmes/hommes début mars..., la présentation de notre proposition de loi pour un pôle public de l'énergie, etc.

Vous avez le récapitulatif de l'agenda et de nos initiatives ainsi que du matériel.

Et il s'agit aussi de mener une campagne de mobilisation, d'actions et de proximité, tout en ayant un caractère national et de mener cette campagne en lien avec les luttes qui sont multiples, que ce soit pour l'emploi, la sauvegarde des services publics, la solidarité avec les migrants et avec ceux qui en sont solidaires, avec les initiatives du mouvement associatif, syndical, avec le monde rural, avec la jeunesse.

C'est ainsi que nous pourrons aussi déployer une campagne de rassemblement, rassemblement autour des candidatures que nous soutenons et, au-delà, le rassemblement nécessaire pour demain reconstruire la gauche et écrire un pacte d'humanité, dont nous avons lancé les bases le 10 décembre.

Ce week-end, la Convergences des services publics va lancer son manifeste pour des services publics du 21^e siècle et proposer 15 priorités dans le débat ; il nous faudra en tenir compte.

Beaucoup de luttes se mènent sur cette question aussi , nous pourrions, avec le collectif national de défense de la Poste, déployer cette bataille sur tout le territoire.

C'est la même chose pour la défense et le développement du transport ferroviaire, attaqué comme jamais en ce moment ; nous allons engager une campagne « Nos gares, nos train, nos lignes ».

Concernant la jeunesse, les organisations sont en train de travailler à une plate-forme, nous devons y répondre et leur faire connaître nos propositions.

Le MJCF va organiser un Festival de la Jeunesse, le 31 mars ; je propose que nous aidions à la réussite de cet événement.

Cette période où nous allons rencontrer des centaines, des milliers de personnes, doit être propice, d'une part, à proposer l'adhésion et, d'autre part, à recueillir les contacts des personnes rencontrées.

Nous allons nous doter de nouveaux outils numériques afin d'être plus efficaces et, dans le registre des moyens, nous lançons une souscription pour permettre de financer nos campagnes.

Voilà, cher-e-s camarades, la feuille de route pour les semaines à venir que je vous propose de discuter.